



Conseil économique et social

Distr. générale
21 avril 2008
Français
Original : anglais

Session de fond de 2008

New York, 30 juin-25 juillet 2008

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

Coopération régionale

Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique, 2008

Résumé

D'après l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique, 2008*, les économies en développement de la région Asie-Pacifique, après avoir enregistré la croissance la plus rapide qu'elles aient connue en une décennie, doivent s'attendre à un ralentissement, avec un taux de croissance de 7,7 % en 2008, en légère baisse par rapport au taux de 8,2 % atteint en 2007. À court terme, la principale incertitude pour les perspectives économiques vient de la crise des crédits hypothécaires à risque qui se poursuit aux États-Unis d'Amérique et de son incidence sur l'économie mondiale. L'étude souligne que les fondamentaux macroéconomiques solides de la région, péniblement mis en place et renforcés au cours des années, ont préparé les pays d'Asie à absorber les chocs extérieurs de cette nature et à s'y adapter.

Malgré de bons résultats économiques et en dépit des efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir un développement participatif, il y a néanmoins un certain nombre de problèmes qui sont en train d'apparaître dans la région. Parmi les pauvres du monde, plus de 600 millions, près des deux tiers du total mondial, vivent en Asie, dans les zones rurales surtout. D'autres statistiques sont tout aussi consternantes. Quatre-vingt dix-sept millions d'enfants souffrent d'un déficit pondéral, et quatre millions meurent avant d'atteindre l'âge de 5 ans. Si la région est bien préparée pour surmonter les turbulences actuelles de l'économie mondiale, des chocs économiques de moindre ampleur peuvent durement toucher les membres les plus vulnérables de la population. L'incidence à long terme de ces chocs, du point de

* E/2008/100.



vue plus particulièrement de la pauvreté, du chômage et de l'inégalité, est une source de grave préoccupation, et justifie un appel renouvelé en faveur du partage de la prospérité et des fruits d'une croissance dynamique, en faveur de bonnes politiques socioéconomiques, inscrites en tête du programme d'action de la région.

Dans cet esprit, l'étude de 2008 s'intéresse de plus près à l'agriculture, considérée comme un facteur critique et déterminant pour la réduction de la pauvreté et les activités de développement rural. Le secteur agricole, qui fournit encore des emplois à 60 % de la population laborieuse de la région de l'Asie et du Pacifique, et qui offre un toit à la majorité des pauvres, a été négligé, et le potentiel qu'il représente pour la réduction de la pauvreté et de l'inégalité a été compromis. Il faut s'attaquer de front aux problèmes de développement à long terme que connaît l'agriculture. L'étude soutient que l'accroissement de la productivité agricole dans la région peut avoir de profondes répercussions sur la réduction de la pauvreté et propose une double stratégie en faveur d'une agriculture à la fois économiquement et socialement viable.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1	4
II. La croissance va ralentir en 2008 mais restera robuste	2–19	4
A. De plus en plus d’incertitude au sujet de l’inflation.	6–10	8
B. Le prochain grand défi – la hausse des prix des produits alimentaires.	11–12	9
C. Les monnaies continuent de s’apprécier	13–16	10
D. Les réserves s’accumulent : à quel prix?	17–19	11
III. Les risques de dégradation des perspectives pour 2008 : naviguer la crise des crédits hypothécaires à risque.	20–26	13
A. L’Asie et le Pacifique sont bien préparés pour surmonter l’instabilité mondiale	24	14
B. Il faut ériger des défenses contre les retombées des crédits hypothécaires à risque dès maintenant	25–26	15
IV. Un défi à long terme pour la région : en finir avec le délaissement de l’agriculture	27–39	16
A. L’agriculture – puissant facteur de réduction de la pauvreté et de justice sociale	29–32	16
B. La libéralisation du commerce des produits agricoles et son incidence sur les agriculteurs pauvres	33–36	17
C. Créer un secteur agricole socialement et économiquement viable : une approche sur deux fronts	37–39	18

I. Introduction

1. *L'Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique, 2008* examine les principales perspectives à court et moyen terme de la région et les défis à relever sur le plan macroéconomique et dans certains secteurs sociaux, plus spécialement pour réduire les souffrances humaines causées par les difficultés économiques ou l'instabilité sociale. L'étude étudie également des problèmes de développement à long terme d'une importance cruciale, qui se posent à tous les pays en développement de la région. Dans ce contexte, l'étude 2008 s'intéresse de plus près à l'agriculture, considérée comme un facteur critique déterminant pour la réduction de la pauvreté et l'action en faveur du développement rural. L'accent est mis sur la nécessité de s'attaquer directement au délaissement de l'agriculture, qui fournit encore des emplois à 60 % de la population laborieuse de la région de l'Asie et du Pacifique et un toit à la majorité des pauvres, et l'étude apporte la preuve qu'en augmentant la productivité agricole, la région peut faire nettement reculer la pauvreté. Une stratégie sur deux fronts est proposée pour faire en sorte que l'agriculture soit économiquement et socialement viable et pour faciliter les migrations en provenance du secteur rural en formant les pauvres à d'autres qualifications.

II. La croissance va ralentir en 2008 mais restera robuste

2. Les économies en développement de la région Asie-Pacifique, après avoir enregistré la croissance la plus rapide qu'elles aient connue en une décennie, doivent s'attendre à un ralentissement en 2008, avec un taux de 7,7 % en légère baisse par rapport au taux de 8,2 % atteint en 2007 (voir tableau et figure I). Les économies développées de la région connaîtront probablement un taux de croissance de 1,6 % en 2008, inférieur au taux de 2 % réalisé en 2007. Ce résultat en baisse a pour causes le ralentissement économique observé aux États-Unis d'Amérique sous l'effet de l'éclatement de la bulle immobilière, les mesures de resserrement du crédit qui continuent de toucher les États-Unis et l'Europe, et l'appréciation de plusieurs monnaies de la région Asie-Pacifique par rapport au dollar des États-Unis. Les économies de la Chine et de l'Inde, moteurs de la croissance régionale, devraient connaître une expansion dynamique en 2008, qui donnera une impulsion au reste de la région. Les pays exportateurs de produits de base et d'énergie, en particulier la Fédération de Russie, devraient apporter leur contribution à la dynamique régionale.

3. Les exportations pourraient souffrir de la croissance plus modérée des pays industrialisés, mais une demande interne vigoureuse, tirée par la consommation dans les pays à croissance rapide et par des politiques budgétaires accommodantes, devrait amortir le choc. Dans les économies de l'Asie de l'Est et du Sud-Est tributaires des exportations, l'incidence des exportations sur la croissance globale diminuera, mais les opérations commerciales en Chine continueront d'offrir des possibilités économiques. Il faut aussi s'attendre à un accroissement de la demande intérieure, aussi bien pour la consommation que pour l'investissement.

4. L'Asie du Nord et l'Asie centrale continueront de bénéficier de la croissance de la consommation et de la construction, grâce aux prix élevés de l'énergie. Les pays de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est, dont l'économie interne est traditionnellement tirée par la demande, continueront de bénéficier de la vigueur de la consommation et de l'investissement privé et d'une politique budgétaire

expansionniste. Fidji et Tonga vont probablement bénéficier d'une reprise après les contractions que l'économie a connues en 2007 à la suite de troubles politiques, tandis qu'en Papouasie-Nouvelle-Guinée il faut s'attendre à une hausse de la consommation, l'ensemble de l'économie bénéficiant des retombées du cours élevé des produits primaires.

Tableau 1
**Quelques économies de la région de la CESAP :
 taux de croissance économique et d'inflation, 2006-2008**

(En pourcentage)

	<i>Produit intérieur brut réel</i>			<i>Inflation^a</i>		
	<i>2006</i>	<i>2007^b</i>	<i>2008^c</i>	<i>2006</i>	<i>2007^b</i>	<i>2008^c</i>
Économies en développement de la région de la CESAP^d	8,1	8,2	7,7	4,4	5,1	4,6
Asie de l'Est et du Nord-Est	8,7	9,0	8,4	1,6	3,8	3,3
Chine	11,1	11,4	10,7	1,5	4,8	3,5
Hong Kong, Chine	6,8	6,1	5,7	2,0	1,8	3,4
Mongolie	8,4	9,0	8,0	5,1	9,0	..
République de Corée	5,0	5,0	4,9	2,2	2,6	3,1
Taïwan province de Chine	4,7	5,5	4,7	0,6	1,8	2,4
Asie du Nord et Asie centrale	7,6	8,6	7,1	9,7	9,4	8,2
Arménie	13,3	13,8	9,0	2,9	4,4	4,0
Azerbaïdjan	34,5	25,0	25,0	8,3	16,7	16,0
Géorgie	9,4	11,0	9,0	9,2	9,2	8,0
Fédération de Russie	6,7	8,1	6,5	9,7	9,0	8,0
Kazakhstan	10,6	9,0	9,0	8,6	10,8	8,0
Kirghizistan	2,7	8,2	7,0	5,6	10,2	5,0
Ouzbékistan	7,3	9,0	7,0	14,2	12,2	9,8
Tadjikistan	7,0	7,8	6,5	11,9	21,5	10,0
Turkménistan	9,0	10,0	10,0	8,2	6,5	9,0
Économies insulaires du Pacifique	3,1	2,7	4,8	2,8	2,8	3,1
Îles Cook	0,8	2,5	3,5	3,4	2,8	2,0
Îles Salomon	6,1	5,4	4,2	8,1	6,3	7,3
Fidji	3,6	-3,9	2,2	2,5	4,1	3,0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,6	6,2	6,6	2,3	1,8	2,9
Samoa	1,8	3,0	3,5	3,3	4,4	4,1
Tonga	1,3	-3,5	0,8	7,0	5,9	5,0
Vanuatu	5,5	4,7	4,6	2,6	2,5	2,5
Asie du Sud et du Sud-Ouest^e	8,0	7,4	7,4	8,3	7,9	7,0
Bangladesh	6,7	6,5	6,5	7,2	7,2	6,5
Inde	9,6	9,0	9,0	6,7	5,5	5,0
Iran (République islamique d')	6,2	5,8	5,0	13,6	17,0	16,0

	Produit intérieur brut réel			Inflation ^a		
	2006	2007 ^b	2008 ^c	2006	2007 ^b	2008 ^c
Népal	2,8	2,5	4,0	8,0	6,4	6,0
Pakistan	6,6	7,0	6,5	7,9	7,8	7,5
Sri Lanka	7,7	6,7	7,0	10,0	15,8	10,0
Turquie	6,1	5,0	5,5	9,6	8,6	6,8
Asie du Sud-Est	6,0	6,2	5,8	6,7	3,7	4,4
Cambodge	10,8	8,5	7,0	4,7	3,0	3,0
Indonésie	5,5	6,2	6,2	13,1	6,3	6,4
Malaisie	5,9	5,7	5,8	3,6	2,0	2,8
Philippines	5,4	7,0	6,7	6,2	2,7	3,5
République démocratique populaire lao	8,3	7,4	8,1	6,8	4,0	5,0
Singapour	7,9	7,5	4,9	1,0	1,8	3,0
Thaïlande	5,1	4,5	4,9	4,7	2,3	3,3
Viet Nam	8,2	8,4	8,2	7,7	7,9	7,7
Économies développées de la région de la CESAP	2,4	2,0	1,6	0,6	0,2	0,6
Australie	2,7	4,2	3,2	3,5	2,4	3,1
Japon	2,4	1,8	1,4	0,3	0,0	0,4
Nouvelle-Zélande	1,8	3,1	2,3	3,4	2,4	2,6

Sources : Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP); sur la base de sources nationales; Fonds monétaire international (FMI), *Statistiques financières internationales* sur CD-ROM (Washington, 2007); Banque asiatique de développement (BAD), *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries 2007* (Manille, 2007); Comité inter-États de statistique de la Communauté d'États indépendants, à l'adresse <http://www.cisstat.com> (consulté les 3 décembre 2007 et 5 février 2008); et estimations de la CESAP.

^a Variations de l'indice des prix à la consommation.

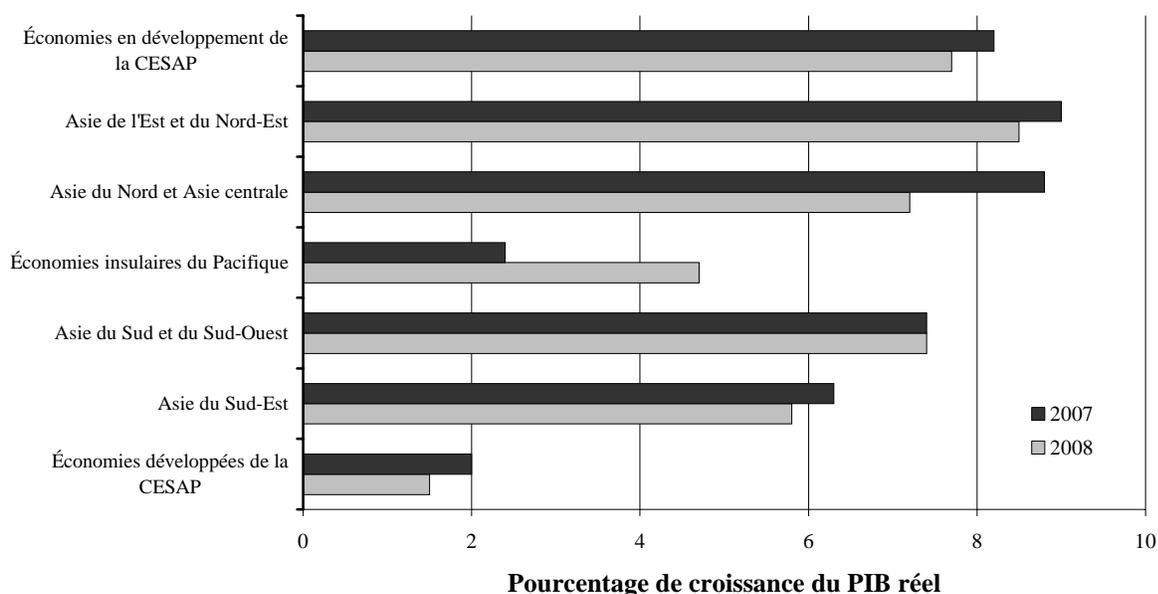
^b Estimation.

^c Prévision.

^d Sur la base de données relatives à 38 économies (en développement) représentant plus de 95 % de la population de la région (y compris les Républiques d'Asie centrale); les chiffres relatifs au produit intérieur brut (PIB) sont calculés aux prix du marché en dollars des États-Unis de 2004 (aux prix de 2000) et ont été utilisés comme coefficient de pondération pour calculer les taux de croissance régionaux et sous-régionaux.

^e L'exercice 2005/06 correspond à 2005 pour l'Inde et la République islamique d'Iran et à 2006 pour le Bangladesh, le Népal et le Pakistan.

Figure I
Taux de croissance économique dans la région de la CESAP, 2007-2008



Sources : CESAP, sur la base de sources nationales; FMI, *Statistiques financières internationales*, sur CD-ROM (Washington, 2007); BAD, *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries 2007* (Manille, 2007); Comité inter-États de statistique de la Communauté d'États indépendants, à l'adresse <http://www.cisstat.com> (consulté les 3 décembre 2007 et 5 février 2008); et estimations de la CESAP.

Note : Les chiffres de 2007 sont des estimations et ceux de 2008 sont des prévisions. La CESAP compte 38 économies en développement. Les calculs reposent sur la moyenne pondérée des chiffres du PIB aux prix du marché en dollars des États-Unis de 2004 (aux prix de 2000).

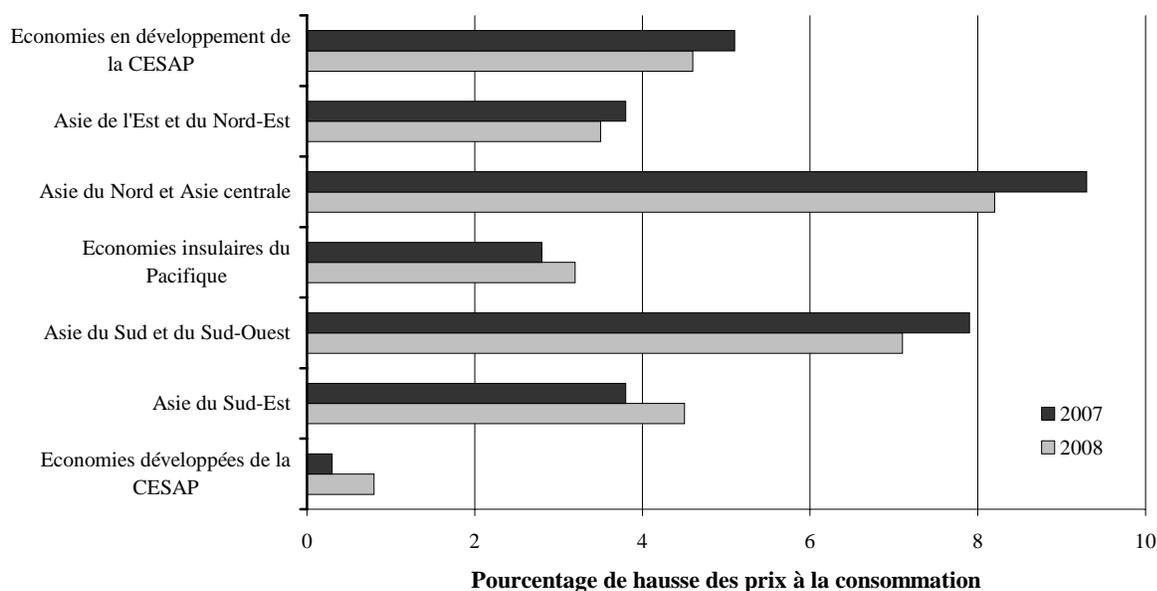
5. La région entre actuellement dans une phase d'incertitude accrue. Le contrecoup de la crise des crédits hypothécaires à risque aux États-Unis continue de se faire sentir, et un fort ralentissement de l'économie américaine, ainsi que de nouvelles turbulences sur les marchés financiers, ne peut pas être exclu. En 2007, les économies de l'Asie et du Pacifique ont subi le contrecoup des turbulences financières internationales, ce qui s'est essentiellement traduit par la volatilité accrue des marchés intérieurs d'actions et par un creusement mesurable de l'écart de rendement sur leurs obligations extérieures, bien que ni l'une ni l'autre de ces incidences n'ait été durable. La résilience de la région tient surtout à la bonne santé de sa base macroéconomique qui a permis aux pays d'adopter des politiques budgétaires et monétaires de soutien malgré un net ralentissement de la croissance des exportations, la volatilité des marchés financiers et les pressions inflationnistes résultant de la hausse des prix du pétrole. D'importantes réserves en devises ont également contribué à cette résilience.

A. De plus en plus d'incertitude au sujet de l'inflation

6. Dans les économies en développement de la région de la CESAP, l'inflation s'est établie à 5,1 % en 2007, en hausse par rapport aux 4,4 % enregistrés en 2006. Dans la plupart des économies, l'appréciation de la monnaie a modéré l'incidence de la hausse des cours internationaux du pétrole et des denrées alimentaires. L'inflation a été plus faible en 2007 qu'en 2006 dans toutes les sous-régions de la CESAP, à l'exception de l'Asie de l'Est et du Nord-Est, et la politique monétaire a varié en conséquence. La Chine, l'Inde, la République de Corée et Taïwan province de Chine ont durci leur politique monétaire en 2007, tandis que la Malaisie a maintenu des taux d'intérêt stables. En revanche, en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande, il y a eu une détente sur les taux d'intérêt.

7. Pour les économies en développement de l'Asie et du Pacifique, les projections indiquent un taux d'inflation de 4,6 % pour 2008, l'appréciation de la monnaie modérant la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires (voir fig. II). L'inflation devrait s'accélérer en 2008 en Asie du Sud-Est et dans la République de Corée, mais sera probablement plus modérée en Chine, en Inde, dans la Fédération de Russie et à Hong Kong, Chine. La politique monétaire devrait rester prudente en Inde et en Chine car ces pays continuent d'être attentifs au risque de surchauffe de leur économie.

Figure II
L'inflation dans les sous-régions de la CESAP, 2007-2008



Source : Calculs de la CESAP.

Note : Les chiffres de 2007 sont des estimations et ceux de 2008 sont des prévisions. Les taux d'inflation se réfèrent aux variations de l'indice des prix à la consommation. La CESAP compte 38 économies en développement. Les calculs reposent sur la moyenne pondérée des chiffres du PIB aux prix du marché en dollars des États-Unis de 2004 (aux prix de 2000).

8. Les autorités monétaires font face à un dilemme en 2008. Des politiques restrictives pourraient être nécessaires pour contrecarrer les pressions inflationnistes, mais des politiques accommodantes pourraient être également nécessaires pour gérer de fortes décélérations de la croissance du PIB. Les pays qui ont des politiques monétaires crédibles et des anticipations inflationnistes plus faibles devraient être en mesure de maîtriser l'inflation en 2008.

9. Le problème majeur consiste à déterminer dans quelle mesure la flambée des prix du pétrole et des denrées alimentaires observée en 2007 pourrait se poursuivre en 2008 et au-delà. En ce qui concerne le pétrole brut, le prix du Brent a fluctué autour de 70 dollars le baril pendant la plus grande partie de 2007, pour approcher 100 dollars en novembre et atteindre ce niveau en janvier 2008. L'affaiblissement du dollar des États-Unis et les tensions politiques dans des zones proches des grandes régions pétrolières ont été, et continueront d'être, des facteurs plus importants que les facteurs liés à la demande pour la détermination des mouvements de prix.

10. Les pressions exercées sur les prix du pétrole pourraient diminuer à mesure que les économies industrielles, à la suite des États-Unis, connaissent une baisse d'activité. Les hausses récentes des cours du pétrole sont aussi une conséquence de la spéculation. Il y a en outre des raisons de penser que l'offre peut augmenter, à plus forte raison si les nouveaux combustibles fossiles deviennent économiquement viables, si les investissements en zone lointaine et en eau profonde produisent des dividendes, et si les schistes bitumeux, le pétrole lourd et les techniques de conversion du charbon en pétrole atteignent la phase d'exploitation.

B. Le prochain grand défi – la hausse des prix des produits alimentaires

11. Les prix des produits alimentaires vont probablement rester à des niveaux élevés. En 2007, la hausse rapide des prix des denrées alimentaires a été surtout la conséquence de la sécheresse en Australie, d'inondations en Chine et d'un temps sec en Europe. De plus, l'utilisation des céréales et des oléagineux, matières premières essentielles pour la production des biocarburants, a contribué à une forte augmentation des prix des produits agricoles en 2007, où les cours ont atteint leurs niveaux les plus élevés depuis près de 30 ans. Le prix du pétrole a atteint 100 dollars le baril en janvier 2008; les prix du soja ont bondi pour atteindre le maximum des 34 dernières années; les prix du maïs sont proches de leur maximum des 11 dernières années; les prix du blé sont juste au-dessous de leur récent maximum de tous les temps; les prix du soja ont atteint des records; et sur le marché à terme les cours de l'huile de palme sont à leur plus haut niveau historique. Le mouvement en faveur de l'utilisation des biocarburants étant apparemment irréversible, la région doit être prête pour des produits alimentaires plus chers. Si le développement des biocarburants offre une possibilité de réduire la pauvreté parmi les agriculteurs ruraux, ceux-ci n'en ont tiré jusqu'ici aucun avantage car, dans les conditions actuelles, ils manquent de moyens pour étendre la superficie de leurs terres et s'adapter à de nouvelles cultures. Les gouvernements doivent bien réfléchir à l'incidence de la production des biocarburants sur les pauvres.

12. Pour beaucoup de pays de la région, les prix des denrées alimentaires sont un facteur inflationniste plus préoccupant que les prix du pétrole car l'alimentation

représente une plus large part des dépenses de consommation. Aux Philippines, par exemple, l'alimentation compte pour 50 % dans l'indice des prix à la consommation (IPC), l'énergie pour 7 % seulement; en Inde, l'alimentation représente 46 % de l'IPC; en Indonésie 42 % et en Chine 33 %. Étant donné que la hausse des prix des produits alimentaires touche si durement les ménages à faible revenu, les gouvernements devront peut-être envisager d'accorder des subventions en faveur des pauvres sous forme de bons d'alimentation ou de prestations en espèces.

C. Les monnaies continuent de s'apprécier

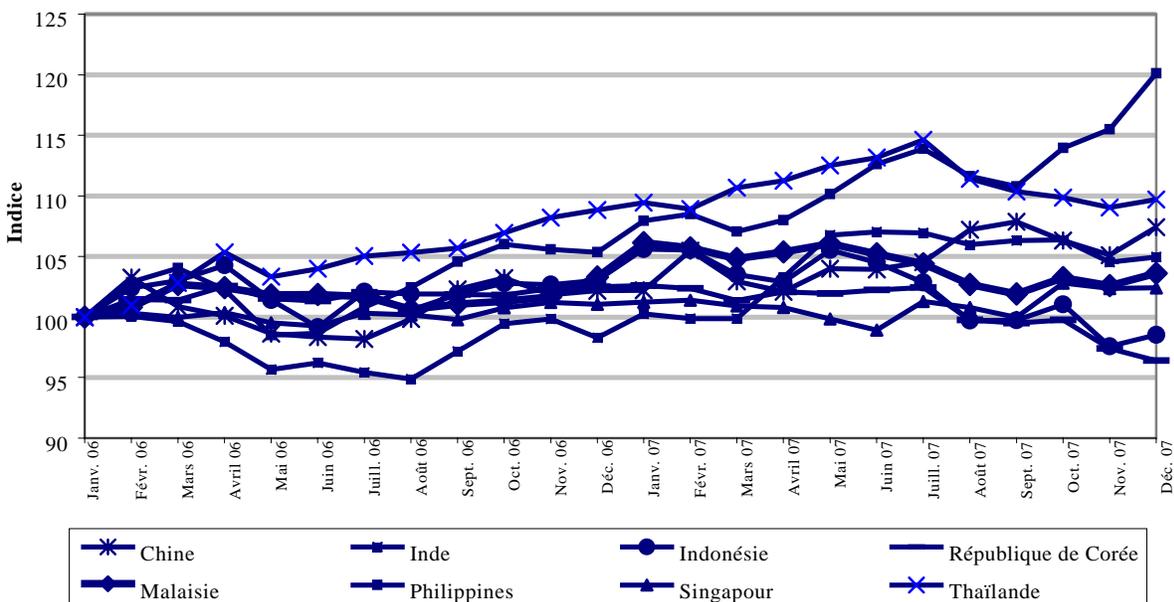
13. Les monnaies des pays de la région se sont appréciées de façon spectaculaire au cours des deux dernières années sous l'effet d'un énorme afflux de liquidité internationale. Depuis 2006, toutes les principales monnaies de la région se sont appréciées par rapport au dollar. La tendance devrait se poursuivre en 2008, étant donné les déséquilibres considérables des États-Unis vis-à-vis du reste du monde et les turbulences sur les marchés financiers internationaux. Entre 2006 et novembre 2007, le won, monnaie de la République de Corée, s'est apprécié de 7,3 % par rapport au dollar et le baht thaïlandais a bondi de 17 % au cours de la même période. Cependant, si les monnaies se sont appréciées, ce n'est pas seulement par rapport au dollar; c'est aussi, pour beaucoup d'entre elles, par rapport au yen japonais. L'appréciation des monnaies par rapport au yuan chinois est particulièrement pertinente, la Chine étant en concurrence avec d'autres économies de la région sur les marchés de pays tiers.

14. L'appréciation continue de leurs monnaies a offert aux économies de la région une protection contre le haut niveau des cours du pétrole et des denrées, mais elle a porté un coup à la compétitivité de leurs exportations. L'évolution des taux de change effectifs réels, le meilleur critère pour évaluer la compétitivité, montre que toutes les grandes économies, à l'exception de celles de l'Indonésie et de la République de Corée, ont vu leurs monnaies s'apprécier depuis 2006 (voir fig. III), dans une fourchette allant de 2,4 % pour Singapour à 20 % pour les Philippines. Les pays de la région ont donc subi une perte de compétitivité à l'exportation, non seulement vis-à-vis des États-Unis, mais aussi vis-à-vis d'autres partenaires commerciaux.

15. Les pays qui connaissent depuis 2006 les plus fortes appréciations mesurées par les taux de change effectifs réels, en particulier la Thaïlande et les Philippines, en constatent déjà les répercussions sur leurs recettes d'exportation. Mesurée en dollars, la croissance des exportations de la Thaïlande s'est ralentie au quatrième trimestre de 2007 (de 11,6 % par rapport à l'année précédente) après avoir progressé au troisième trimestre (de 11,6 %). La croissance des exportations des Philippines est devenue négative en octobre 2007 (2 % en rythme annuel), après une progression de 10,5 % le mois précédent.

16. C'est dans les secteurs à forte intensité de technologies simples et dans d'autres secteurs à faible taux d'importation, par exemple l'agriculture et les produits de base, que l'incidence s'est fait le plus fortement sentir. En Thaïlande, les recettes d'exportation mesurées en monnaie locale ont été stationnaires depuis 2006 pour le vêtement, la bijouterie, l'ameublement et le caoutchouc. Aux Philippines, ce sont le textile, l'ameublement, la banane et l'ananas qui ont été les plus gravement touchés.

Figure III
Taux de change effectifs réels pour quelques économies de la CESAP, 2006-2007^a



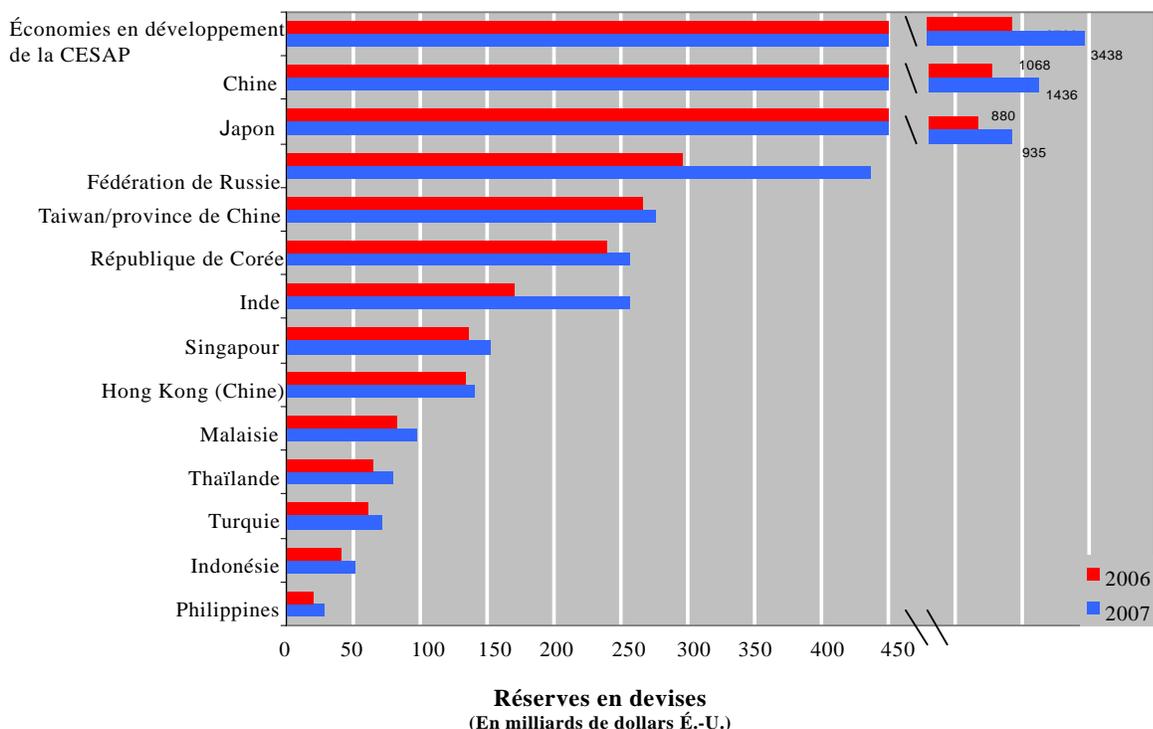
Source : À partir des données en ligne de la base de données de la Banque des règlements internationaux, à l'adresse <http://www.bis.org> (consultée le 17 janvier 2008).

^a Janvier 2006 = 100.

D. Les réserves s'accumulent : à quel prix?

17. En octobre 2007, les pays en développement de la région Asie-Pacifique avaient accumulé 3,4 trillions de réserves en devises, en hausse par rapport au niveau de 2,7 trillions enregistré à la fin de 2006 (voir fig. IV). Si ces réserves ont été accumulées en partie pour servir de tampon contre les crises financières, cette augmentation rapide était aussi le résultat d'efforts visant à maîtriser l'appréciation de monnaies régionales. Les banques centrales ont conduit des opérations de stérilisation afin d'éponger la liquidité excédentaire créée par l'accumulation des réserves. D'autres mesures concernent le relèvement des coefficients de réserve des banques et des hausses des taux d'intérêt. Les accroissements des agrégats monétaires observés au cours des derniers mois indiquent néanmoins que la liquidité continue d'augmenter.

Figure IV
**Principaux détenteurs de réserves en devises dans la région
 de l'Asie et du Pacifique, 2006-2007**



Source : FMI, Statistiques financières internationales, CD-ROM (Washington, 2007).

Note : Réserves en devises à l'exclusion de l'or. Les données pour 2007 se réfèrent à octobre 2006 ou au mois le plus récent pour lequel des données sont disponibles.

18. L'augmentation du volume de liquidité a suscité des inquiétudes au sujet de l'inflation. En novembre 2007, la Chine a connu la plus forte inflation enregistrée depuis 10 ans, et l'Inde a connu en janvier 2007 le taux le plus élevé des deux dernières années, avant que des mesures agressives de resserrement monétaire ne fassent baisser les prix. En plus de la hausse des prix à la consommation, l'afflux de liquidité a poussé à la hausse les prix d'autres actifs, dont certains sont peu réalistes au vu des évaluations sous-jacentes. Le taux de capitalisation boursière des actions chinoises représente maintenant 59 fois les profits de 2007, ce qui est de loin le taux le plus élevé de toute l'Asie. Dans les centres urbains de l'Inde, comme Bangalore et Mumbai, les prix de l'immobilier ont doublé en 2005 et 2006. La République de Corée aussi a connu une hausse substantielle des prix de l'immobilier dans certaines zones urbaines.

19. L'appréciation monétaire a entraîné des coûts financiers plus lourds pour les pouvoirs publics. Les réserves en devises ont été investies essentiellement dans des obligations d'État des États-Unis à faible rendement. L'érosion de la valeur en

capital des réserves en devises détenues est une autre perte résultant du recul continu de la valeur du dollar.

III. Les risques de dégradation des perspectives pour 2008 : naviguer la crise des crédits hypothécaires à risque

20. Le risque majeur en ce qui concerne les prévisions pour 2008 tient aux répercussions des effets secondaires de la chute du marché immobilier américain. Jusqu'à présent, les économies régionales ont été relativement épargnées par les mesures de resserrement du crédit prises aux États-Unis et dans les pays membres de l'Union européenne. Le secteur des entreprises de la région de la CESAP dispose en général d'une abondante trésorerie et n'est pas fortement endetté. Il semble également que la région ait été peu exposée à des portefeuilles de prêts hypothécaires à risque et autres créances vulnérables.

21. La principale conséquence du ralentissement économique causé aux États-Unis par la crise des crédits hypothécaires à risque sera un recul des exportations de la région. Face au ralentissement de la croissance, les États-Unis ont procédé à d'agressives réductions des taux d'intérêt, poussant à la baisse un dollar des États-Unis qui se dépréciait déjà. Les pays de la région devront faire face au double choc d'une demande en baisse et d'une perte de compétitivité de leurs exportations vers les États-Unis. Il y a aussi le risque d'importantes sorties de capitaux de la région, déclenchées par des événements extérieurs, des inquiétudes quant aux perspectives de croissance de la région et des retournements sur les marchés des changes pour les opérations de portage (« carry trade »).

22. L'analyse effectuée par la Commission indique que, dans le scénario le plus pessimiste d'une récession aux États-Unis et d'une faiblesse persistante du dollar, l'incidence sur beaucoup de pays de la région sera sévère. L'économie chinoise restera relativement résiliente, mais connaîtra néanmoins un ralentissement prononcé. Les économies relativement ouvertes qui exportent des produits de haute technologie et des consommables hauts de gamme seront exposées à de lourdes menaces : la République de Corée, Singapour et Taiwan province de Chine, par exemple, seront particulièrement vulnérables. Cependant, l'incidence d'une récession aux États-Unis sur des économies comme l'Inde, qui trouvent essentiellement leur impulsion dans la demande intérieure, sera sans doute moins évidente.

23. Il se peut que la crise des crédits hypothécaires à risque ait un effet positif en créant de nouvelles opportunités pour la région de l'Asie et du Pacifique. Les actifs de la région Asie-Pacifique pourraient susciter un intérêt accru en raison des projections de croissance actuellement relativement favorables pour la région. Les investisseurs de l'Asie et du Pacifique jouent un rôle clef par le soutien qu'ils ont apporté aux pays développés tout au long des récentes turbulences. Les fonds souverains et les établissements publics d'investissement de la région ont été des acteurs majeurs dans le renflouement des secteurs bancaires affaiblis des États-Unis et d'Europe. Le rééquilibrage du pouvoir financier en faveur de la région ressort également de l'augmentation spectaculaire des investissements réalisés à l'étranger par le secteur privé de la région Asie-Pacifique.

A. L'Asie et le Pacifique sont bien préparés pour surmonter l'instabilité mondiale

24. Les pays et les régions de l'Asie et du Pacifique ont fait de grands progrès depuis qu'ils ont réussi à relancer leurs économies après la crise financière asiatique de 1997. En conséquence, la région est bien équipée pour surmonter l'instabilité financière et économique mondiale, comme le montrent les faits suivants :

- Le PIB de la région a doublé depuis 1997, avec des revenus par habitant aujourd'hui nettement supérieurs aux valeurs d'avant la crise;
- Les pays ont expressément opté pour le ciblage de l'inflation plutôt que pour le ciblage des taux de change. La Chine et la Malaisie ont élargi leur fourchette de taux de change en 2005, et les monnaies se sont sensiblement appréciées depuis. Les Philippines, la République de Corée et la Thaïlande ont également connu d'importantes appréciations de leur monnaie. L'abandon des objectifs de taux de change réduit le risque de désalignement monétaire et encourage les investisseurs à se couvrir contre le risque de change;
- Les déficits budgétaires des États ont progressivement diminué et, dans certains pays, ont fait place à des excédents. Les inquiétudes au sujet d'une éventuelle explosion de la dette publique sont donc limitées, la dette publique étant à son niveau le plus bas depuis 2000 dans la plupart des pays;
- Il n'y a aucun signe de déficit excessif des comptes courants, contrairement à ce qui était le cas dans la période qui a précédé la crise de 1997. En fait, l'Asie de l'Est d'après la crise est aujourd'hui un exportateur de capitaux à destination du reste du monde. En 2007, les excédents de compte courant des économies émergentes d'Asie représentaient 6,5 % du PIB;
- Le pourcentage des réserves de change par rapport à l'endettement à court terme est élevé dans tous les pays. Les réserves en devises des pays en développement membres de la CESAP ont sextuplé depuis 1997, pour atteindre 3,4 trillions de dollars en octobre 2007. Ces réserves peuvent atténuer le choc résultant d'une brusque interruption des entrées de capitaux;
- Il n'y a pas eu d'augmentation excessive du crédit intérieur privé par rapport au PIB, et la proportion de prêts improductifs par rapport au total des prêts a reculé de manière significative par rapport aux niveaux du début des années 2000. Les coefficients de fonds propres des banques de la région sont bien supérieurs à la norme internationale de 8 %;
- Les pays ont réduit leur dépendance à l'égard du financement bancaire. L'apparition de marchés obligataires en monnaie locale est un développement positif. Tout changement concernant la perception du risque trouve automatiquement son expression par l'intermédiaire de ces marchés, d'où un moindre risque systémique que ce n'est le cas pour des prêts libellés en monnaie étrangère.

B. Il faut ériger des défenses contre les retombées des crédits hypothécaires à risque dès maintenant

25. Avec des marchés financiers de plus en plus ouverts, les économies de la région sont en symbiose avec les flux financiers mondiaux. Cependant, vu la nature capricieuse des investisseurs, il est impossible de prédire quand ou comment les turbulences du secteur financier pourraient s'emparer des marchés de la région. Les pays n'ont donc guère de moyens pour prévenir les chocs provenant du secteur financier extérieur. Même dans ces conditions, les pays peuvent veiller à ce que leurs économies soient suffisamment fortes et flexibles pour supporter les chocs et s'y adapter. L'action entreprise pour atténuer l'impact des chocs financiers est d'autant plus importante que ces chocs frappent durement les pauvres qui sont les moins préparés à y faire face et qui sont les plus cruellement touchés par une chute des revenus.

26. Un dispositif défensif efficace contre les répercussions d'une crise financière comprend notamment des mesures macroéconomiques visant à renforcer la résilience aux chocs et des mesures socioéconomiques qui atténuent l'impact sur les pauvres. À cet égard, les pays doivent s'assurer que sont en place les éléments suivants :

a) De solides fondamentaux macroéconomiques afin d'entretenir la confiance des investisseurs et de soutenir la croissance économique. Les éléments clés sont une inflation modérée et stable; des politiques financières saines, garanties de déficits budgétaires limités et d'un endettement supportable; et des régimes de taux de change plus flexibles capables d'absorber les chocs;

b) Des secteurs financiers en bonne santé afin de renforcer la confiance et de bénéficier d'entrées de capitaux. Les autorités ne doivent pas se laisser dépasser par la diversité et la complexité croissantes des nouveaux produits financiers utilisés sur les marchés régionaux. L'approfondissement des marchés financiers est nécessaire et passe par le développement de marchés obligataires nationaux et régionaux;

c) Des bases microéconomiques solides afin d'assurer l'efficacité du système économique, dont une condition essentielle est l'établissement de droits de propriété clairs, supervisés par un système judiciaire fort, pour permettre aux entreprises et aux institutions de fonctionner efficacement;

d) Des filets de sécurité sociale afin de protéger ceux qui se trouvent confrontés à des situations difficiles pendant les phases de ralentissement économique. Des mesures renouvelées et urgentes s'imposent dès à présent car il est difficile de mettre en place de tels systèmes en période de crise. Un filet de sécurité efficace devrait avoir pour cible les pauvres, mais sa portée et sa couverture devraient être suffisamment étendues pour offrir une protection sociale sur de larges bases et maintenir un niveau de vie adéquat;

e) Une coopération régionale améliorée, à la fois pour prévenir les crises et pour permettre aux pays de réagir en cas de crise. Les pays de la région doivent faire davantage pour mettre en place des systèmes efficaces d'alerte avancée sur les flux ayant des effets potentiellement perturbateurs.

IV. Un défi à long terme pour la région : en finir avec le délaissement de l'agriculture

27. Malgré de bons résultats économiques et les efforts déployés par les gouvernements pour encourager un développement participatif, il y a un certain nombre de problèmes que la région va devoir affronter. Parmi les pauvres du monde, plus de 600 millions vivent en Asie, près des deux tiers du total mondial. Cette population vit en grande partie dans les zones rurales et elle est tributaire de l'agriculture. S'attaquer au délaissement manifeste du rôle du secteur agricole devrait être une priorité régionale nécessaire pour assurer de nouveaux progrès dans l'action pour la réduction de la pauvreté et de l'inégalité.

28. L'agriculture fournit un emploi à 60 % de la population laborieuse de la région de l'Asie et du Pacifique. Cependant, quatre décennies de délaissement du secteur agricole ont sapé son potentiel de réduction de la pauvreté et de l'inégalité. Il y a eu un ralentissement de la croissance et de la productivité dans l'agriculture, et la révolution verte qui a dopé les rendements agricoles dans les années 70 est restée hors de portée de millions d'agriculteurs. Les agriculteurs subissent des pressions de plus en plus fortes, comme le montrent le recul des subventions, la hausse des prix des intrants, les protestations de plus en plus nombreuses de la paysannerie sans terre et un nombre inquiétant de suicides parmi ceux qui vivent avec des dettes.

A. L'agriculture – puissant facteur de réduction de la pauvreté et de justice sociale

29. L'accélération de la croissance économique n'est qu'un aspect de l'action à mener pour réduire la pauvreté. Les régions et les secteurs de croissance sont aussi des aspects importants. En Inde, il est plus facile de s'attaquer à la pauvreté en s'appuyant sur la croissance économique rurale qu'en s'appuyant sur la croissance économique urbaine. Il ne faut pas oublier que des conditions initiales différentes en ce qui concerne le développement rural et la valorisation des ressources humaines conduisent à des résultats différents, et que la productivité agricole et les dépenses publiques consacrées au développement rural sont d'importants déterminants de la pauvreté.

30. La productivité du travail agricole a une forte incidence sur la réduction de la pauvreté. Les estimations de la CESAP montrent qu'une augmentation de la productivité agricole de 1 % se traduirait par une réduction de la pauvreté de 0,37 % dans la région de l'Asie et du Pacifique. Étant donné que la productivité agricole accuse des écarts considérables entre les pays de la région, les gains potentiels semblent considérables. D'après l'analyse de la Commission, une amélioration de la productivité agricole de la région qui l'amènerait au même niveau qu'en Thaïlande, point de référence de l'analyse, permettrait à 218 millions de personnes d'échapper à la pauvreté¹. L'Inde, où vivent les deux tiers de tous les pauvres de la région et où

¹ Le taux de la productivité du travail agricole en Thaïlande a été retenu comme point de référence pour plusieurs raisons : la Thaïlande est l'un des rares pays de la région à avoir atteint la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement, et l'agriculture a beaucoup contribué à cette réussite. De plus, les taux de productivité enregistrés dans les pays qui obtiennent de meilleurs résultats (tels que la Malaisie, la République de Corée et Singapour) sont relativement élevés ou ne sont pas représentatifs.

la productivité agricole accuse un retard considérable, est le pays qui a le plus à gagner d'une campagne en faveur de la productivité.

31. L'investissement, l'alphabétisation et la productivité agricole réduisent les inégalités de revenu, et des accroissements de la valeur ajoutée dans l'agriculture contribuent encore plus efficacement à réduire les inégalités de revenu car ils ont un effet disproportionné sur les groupes qui se trouvent tout en bas de l'échelle des revenus. Les estimations de la Commission indiquent qu'une amélioration du niveau de la productivité agricole qui l'amènerait au même niveau que ceux enregistrés en Thaïlande pourrait réduire de 6 % l'inégalité mesurée par le coefficient de Gini.

32. La recherche et le développement agricoles, l'éducation de la population rurale et le renforcement de l'infrastructure rurale, y compris des réseaux d'électricité et des réseaux routiers, sont des facteurs clefs de la productivité du travail qui ont une incidence majeure sur la réduction de la pauvreté. Il y a aussi de solides indications qui montrent que la productivité agricole a une incidence notable sur la valorisation du capital humain.

B. La libéralisation du commerce des produits agricoles et son incidence sur les agriculteurs pauvres

33. La libéralisation du commerce des produits agricoles, et son incidence sur les économies en développement, a constitué traditionnellement une question controversée dans les négociations internationales sur le commerce, y compris dans le Cycle de Doha sur le développement. Jusqu'à présent, les pays en développement ont hésité à engager des réformes multilatérales du commerce des produits agricoles en raison du préjudice qui pourrait en résulter pour leurs économies du fait de l'érosion des préférences et du renchérissement des prix agricoles pour les petites économies importatrices de denrées alimentaires, et en raison aussi des effets négatifs éventuels sur la sécurité alimentaire et la pauvreté.

34. L'analyse effectuée par la Commission sur l'incidence de la libéralisation des échanges de produits agricoles dans le contexte des réformes de Doha indique des réductions de la pauvreté dans certains pays et des accroissements dans d'autres. Dans la région de l'Asie et du Pacifique, à court terme, 5 millions de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour pourraient être sauvées de la pauvreté grâce aux réformes du commerce des produits agricoles résultant du Cycle de Doha, chiffre qui pourrait atteindre à long terme 7 millions. C'est en Chine que les gains éventuels semblent les plus spectaculaires, la réduction du nombre de pauvres pouvant atteindre 10 millions, essentiellement dans les zones rurales, grâce à un accroissement des salaires réels des travailleurs non qualifiés. L'incidence de la pauvreté diminuerait également en Thaïlande et au Viet Nam, ainsi qu'en Indonésie et aux Philippines. Il y aurait en revanche une augmentation de la pauvreté au Bangladesh, en Inde, dans la Fédération de Russie et à Sri Lanka, aussi bien à court et à long terme. C'est l'Inde qui serait le plus durement touchée, avec 7,2 millions de pauvres supplémentaires, en raison de l'effet négatif sur les salaires réels de la main-d'œuvre agricole non qualifiée.

35. Si les pays vont au-delà des réformes de Doha et entreprennent une libéralisation complète du secteur agricole en éliminant totalement les droits de douane, les subventions à l'exportation et les mesures de soutien interne aux produits agricoles et alimentaires, à court terme, 48 millions de personnes pourraient

échapper à la pauvreté dans la région de l'Asie et du Pacifique et peut-être 51 millions à long terme. Il y aurait une réduction des niveaux de pauvreté dans tous les pays, sauf à Sri Lanka. En Chine rurale, près de 25 millions de personnes pourraient échapper à la pauvreté, et en Inde 12 millions.

36. De nombreuses autres études parviennent à la conclusion que la réforme du commerce des produits agricoles pourrait avoir une incidence positive sur les économies en développement. En Chine, le rapport entre le revenu urbain et le revenu rural diminue dans le contexte des scénarios de libéralisation du commerce mondial, sans que cette baisse soit significative. Les résultats semblent également indiquer que ce sont les ménages ruraux qui bénéficieraient des plus nettes améliorations de leurs conditions de vie. En Indonésie, l'incidence sur l'inégalité serait négligeable, mais l'accroissement des revenus permettrait à un petit nombre de personnes d'échapper à la pauvreté.

C. Créer un secteur agricole socialement et économiquement viable : une approche sur deux fronts

37. Étant donné que la majorité des pauvres vivent en zone rurale et sont fortement tributaires de l'agriculture pour leur survie, la relance de l'agriculture devrait être une priorité de la politique régionale. Une partie des pauvres restera dans le secteur agricole et continuera de tirer de l'agriculture son principal moyen de subsistance. D'autres, cependant, quitteront ce secteur pour l'industrie ou les services, qui offrent de meilleures possibilités d'emploi et une chance d'échapper à la pauvreté. Des politiques devraient être mises en place pour faciliter la transformation. L'agriculture ne permettra pas à elle seule de sortir de la pauvreté les 641 millions de pauvres de la région Asie-Pacifique. Le développement du secteur non agricole est également important. L'étude propose une stratégie sur deux fronts pour que l'agriculture soit à la fois économiquement et socialement viable et retrouve son rôle vital de moteur de la réduction de la pauvreté et de l'inégalité.

38. Premièrement, la relance de l'agriculture est une nécessité. Il faut pour cela une orientation axée sur le marché, ainsi qu'une place centrale assignée à la qualité et aux normes. Des investissements sont indispensables dans la recherche et le développement afin d'améliorer la productivité agricole. De plus, il faut investir dans la santé, l'éducation et l'innovation technologique dans ce secteur. Les politiques foncières, qui établissent une passerelle entre les ruraux pauvres d'une part, et les villes et les marchés de l'autre, doivent être révisées, et les instruments de crédit et d'assurance des récoltes doivent être facilement accessibles aux membres des communautés agricoles.

39. Deuxièmement, il faudrait compléter le développement agricole par des mesures en faveur de ceux qui quittent le secteur agricole, y compris en facilitant l'autonomisation des pauvres, plus particulièrement des femmes, en améliorant les qualifications de manière à profiter des possibilités offertes par le marché du travail, et en encourageant les activités rurales non agricoles et les centres de croissance régionaux. Les politiques publiques devraient appuyer cette double approche, pour une meilleure égalité des chances entre riches et pauvres.